



Colloque international
**CANAL2013 - Circulations et appropriations des
normes et des modèles de l'action locale**
20-23 mars 2013 - Agropolis, Montpellier, France

**LE PROCESSUS D'HYBRIDATION DES POLITIQUES
TERRITORIALES, UNE LECTURE INSTITUTIONNELLE**

BONNAL Philippe, Cirad – Umr Art Dev, Montpellier, philippe.bonnal@cirad.fr

MICHEL Sandrine, UM1 – Umr Art Dev, sandrine.michel@univ-montp1.fr

PONCET, Christian, UM1 – Umr Art Dev, christian.poncet@univ-montp1.fr

Résumé :

La communication explore la dynamique de transfert de politiques publiques territoriales en précisant d'un point de vue théorique les mécanismes en jeu et en donnant une illustration à partir de cas empiriques. On se place dans le cas où les politiques publiques cherchent à agir sur un territoire par transpositions mimétiques d'expériences qui ont produit des résultats concluants ailleurs. Si la définition des politiques publiques (objectifs, instruments) sont susceptibles de présenter un degré d'homogénéité élevé, en revanche les points d'application que sont les territoires présentent, quant à eux, une diversité agissante expliquant le processus d'hybridation institutionnelle et, au final, le succès ou l'échec des politiques. Le territoire est conçu ici comme un construit social agrégeant dans son fonctionnement une série d'institutions. Ces dernières entrent en relation avec les politiques publiques se présentant elles-mêmes comme des construits institutionnels.

Mots clés :

Transfert de politique publique, changement institutionnel, territoire, hybridation institutionnelle

LE PROCESSUS D'HYBRIDATION DES POLITIQUES TERRITORIALES, UNE LECTURE INSTITUTIONNELLE

1 INTRODUCTION

Cette communication porte sur la dynamique de transfert de politiques publiques territoriales. Dans ce champ, nous nous intéressons plus particulièrement aux politiques publiques motivées par une transposition mimétique d'expériences qui ont produit des résultats concluants ailleurs. La mise en œuvre de ces politiques publiques a nécessairement un impact sur la représentation des territoires, et l'étude de ces transformations constitue un prolongement de cette démarche. Le caractère souvent approximatif de ces transpositions mimétiques est assez commun (Meny, 1993). Il est le plus souvent analysé par divers facteurs tels que l'efficacité des dispositifs réglementaires, les questions d'apprentissage des acteurs impliqués. Les approches instrumentales, en référence à une lecture normative des politiques publiques, constituent alors l'essentiel des explications mobilisées pour expliquer l'échec ou le succès de ces transpositions. Mais, plutôt que de porter un jugement normatif sur l'effectivité de ces transformations, nous proposons ici de nous intéresser en premier lieu à leur nature.

La (re)construction des territoires devient donc l'expression des interactions complexes entre des formes institutionnelles localisées, considérées dans un environnement plus large, et la mise en application des politiques publiques. Ainsi, la territorialisation des politiques publiques induirait un processus d'hybridation entre les formes institutionnelles sur lesquelles elles sont censées agir. Si la définition des politiques publiques (objectifs, instruments) est susceptible de présenter un degré d'homogénéité élevé, en revanche leurs points d'application à un niveau local, s'expriment par une diversité institutionnelle plus ou moins marquée. Le territoire est conçu ici comme un construit social agrégeant dans son fonctionnement une série d'institutions. Une politique publique entre en résonance avec ces institutions, leur histoire et leur fonctionnement. Le processus d'hybridation désigne, dans ce cadre, les processus par lesquels les institutions constitutives des territoires en place, sont altérées par les politiques publiques ; un tel processus contient donc les germes d'un changement institutionnel. La distance entre les objectifs de la politique publique et les résultats observables qui découlent doit donc intégrer le fait que toute intervention publique a nécessairement un caractère situé, tenant à la singularité institutionnelle de chaque territoire.

Dans le cadre de ce travail, nous testons la possibilité de comprendre les effets observables des politiques publiques par un changement des institutions constituant les territoires récepteurs. Cette présentation se réalisera à partir d'une étude portant sur deux cas contrastés. Le premier concerne la politique de développement territorial rural au Brésil visant à améliorer la situation socio-économique des agriculteurs familiaux. Le second se rapporte aux politiques de soutien en direction des petites entreprises innovantes en France. Ainsi, dans la mise en œuvre des politiques publiques, le territoire ne peut être maintenu comme une donnée exogène. Son endogénéisation signifie donc que le territoire devient une forme émergente qui se construit à partir des interactions entre des institutions, des groupes d'individus ou même des individus. Les politiques publiques en reconfigurant ces interactions agissent ainsi sur la représentation même des territoires.

2 LE CADRE THEORIQUE D'ANALYSE

En poursuivant un objectif déterminé, les politiques publiques se heurtent à un existant institutionnel qui tend à modifier sensiblement la manière dont ces interventions s'expriment sur le terrain. Il convient donc de partir d'un constat évident : l'expression effective de des politiques publiques se démarque dans de nombreux cas des objectifs fixés par les pouvoirs

publics. En effet, la rencontre de l'action politique avec un contexte institutionnel local provoque des réactions au sein de ces institutions, qui tendent à faire dévier les modalités d'application des politiques publiques, au regard des objectifs initiaux (cf. fig. 1). Ce constat soulève deux types de questionnements. Le premier porte sur la façon d'appréhender ce phénomène d'adaptation, qui trouve son origine dans l'application d'une décision politique. Le second, dans le prolongement du précédent, a trait à la façon dont la reconfiguration du contexte institutionnel local va modifier la représentation du territoire.

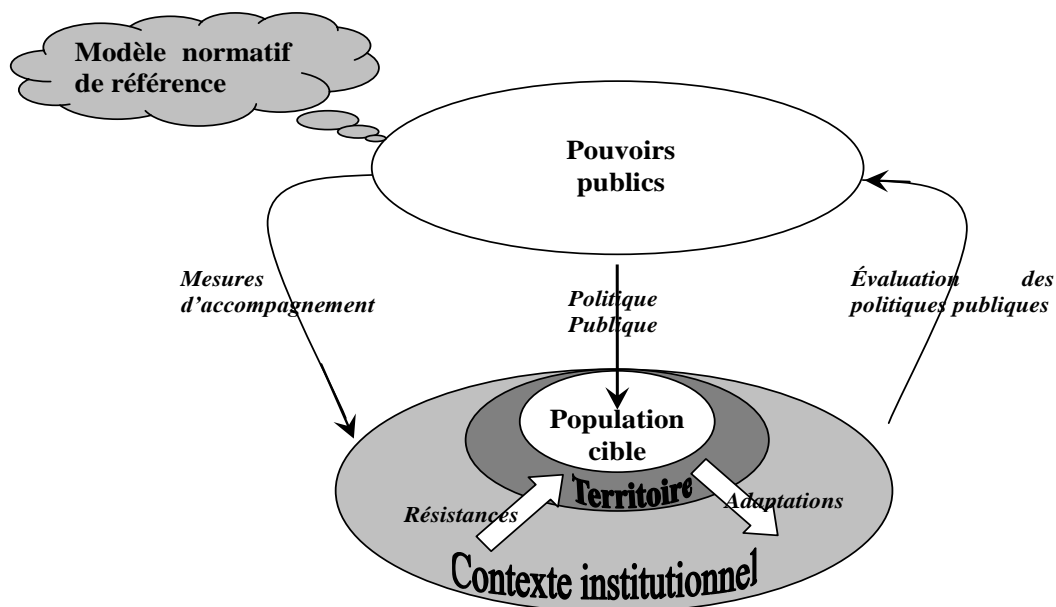


Fig.1. Politiques publiques et construction des territoires : le positionnement des institutions.

2.1 Politiques publiques, territoire et changement institutionnel

Les politiques publiques identifient des populations cibles, des objectifs, et contextualisent l'action publique par un territoire saisi le plus souvent de manière fonctionnelle. Dans cette démarche, l'environnement institutionnel dans lequel s'inscrit la population cible ne fait pas toujours, voire souvent, l'objet d'une attention de la part des décideurs publics. Or, les interventions politiques, en affectant un ensemble de règles, de normes, qui fondent les relations économiques et sociales, ou sociétales, remettent plus ou moins en question des éléments propres aux institutions concernées. Ces changements peuvent alors se heurter à diverses formes de « résistance ». Nous supposons que ces dernières expriment la manière dont les politiques publiques sont reçues par les populations cibles dans le contexte institutionnel existant. Comment alors caractériser le contexte institutionnel ?

Le premier élément explicatif du contexte institutionnel est souvent révélé par le territoire dans lequel s'inscrivent les politiques publiques. Ce dernier agrège un ensemble d'institutions, qui dans leur collaboration, participent à la représentation d'un territoire comme un construit social. Ici chaque institution résulte d'un compromis social, ayant permis de trancher un conflit entre deux ou plusieurs parties pour établir des règles favorables à leurs intérêts. La combinaison institutionnelle (Amable 2003) est le vecteur par lequel se réalise la performance économique dans le sens où les institutions expriment un compromis politique suffisamment stable pour que les acteurs puissent y construire leur stratégie (Knight 1992, Simmel 1912). Le territoire devient alors une production de cette dynamique institutionnelle mais il se présente lui-même comme un élément actif de la diversité du modèle. Le territoire

intègre donc à la fois les transformations institutionnelles induites par les politiques publiques, et les formes de résistance que le contexte institutionnel leur oppose.

Le second élément qu'exprime le contexte institutionnel se trouve dans la confrontation des temporalités. Les politiques publiques interviennent en ajoutant leur propre temporalité dans un environnement dans lequel les compromis institutionnalisés (André 2002) offrent déjà un cadre temporel aux jeux d'acteurs. La concordance temporelle entre la politique publique et le fonctionnement institutionnel du territoire peut exister, mais elle ne présente qu'un caractère exceptionnel. A priori, c'est le décalage entre les divers horizons temporels et le caractère asynchrone des phénomènes (politiques et institutionnels) qui apparaît le plus probable. Dès lors, les différences observées dans ces temporalités, différences qui se prolongent dans les caractéristiques de chacune des formes institutionnelles concernées, conduisent inéluctablement à un écart entre les effets attendus des politiques publiques et ceux observés à un moment donné. La politique publique initie alors un processus d'hybridation (Boyer 2003 : 189-191) : il s'agit d'un processus, largement intentionnel à travers lequel les tentatives d'imitation et d'implantation d'une politique publique, ayant fait ses preuves sur un autre espace, débouchent sur une configuration territoriale originale, résultant d'une altération et d'une recombinaison de l'existant. Il en résulte alors des formes institutionnelles différentes du modèle de référence, modèle ciblé par les politiques publiques, mais qui subissent aussi des transformations par rapport au contexte initial.

Lorsque se dessine une certaine stabilisation du phénomène, qui témoigne d'une pérennisation des formes institutionnelles obtenues, des structures hybrides tendent alors à s'affirmer. Elles combinent les desseins contenus dans les politiques et les institutions présentes, et se situent ainsi entre les décisions publiques de transformation et les résistances institutionnelles rencontrées. Il est alors intéressant de remarquer que, même parfois très éloignés des objectifs des politiques publiques, les résultats de cette confrontation conduisent à l'émergence de formes organisationnelles à la fois originales et pertinentes. Et cette dernière qualité en assure d'ailleurs souvent la pérennité.

De manière plus précise, les politiques publiques se dessinent en général en fonction d'objectifs (économiques, politiques, sociaux...) préalablement identifiés. Les enjeux contenus dans ces objectifs s'expriment alors en une série de modifications institutionnelles sensées accompagner le processus jusqu'à son aboutissement. Les politiques publiques s'attachent alors à transformer plus ou moins profondément des institutions, voire à en créer de nouvelles, en suivant le plus souvent les traces d'un modèle déjà éprouvé dans d'autres lieux. Dans ces conditions, l'idéalisation du modèle de référence lui confère un caractère forcément normatif, qui amène les décideurs publics à essayer de reproduire les conditions institutionnelles proches de celles dans lequel s'inscrit l'original. La volonté de transformer le contexte institutionnel, afin de promouvoir ce modèle normatif, revient à le modifier plus ou moins profondément par l'action publique et donc à perturber des routines établies. L'horizon temporel forcément proche des politiques publiques met le plus souvent hors d'atteinte le modèle normatif. Cependant, l'impact de leurs mise en oeuvre crée institutionnellement des « bifurcations », et génère alors des irréversibilités. Dans ces conditions, au travers des transformations institutionnelles, de nouveaux territoires émergent et deviennent ainsi l'expression visible des changements opérés.

2.2 Processus d'hybridation et territoire

La rencontre entre la mise en œuvre de politiques publiques, incluant un objectif explicite, et un contexte institutionnel existant, conduit à des changements structurels qui relèvent d'un processus d'hybridation. La construction du territoire devient l'expression des caractéristiques des institutions qu'ils renferment (infra territoriales), en interaction avec celles qui le dépassent largement (supra territoriales). Le territoire n'est de ce point de vue que le résultat d'une convergence entre diverses dynamiques institutionnelles. Face à des institutions pérennes, qu'elles soient juridiques, économiques, sociales ou politiques, la représentation des territoires semble dessiner des contours relativement stables, qui

conduisent parfois à les confondre avec leur substrat institutionnel. Or, l'émergence de nouvelles institutions, comme la transformation des anciennes, conduit inmanquablement à une redéfinition des territoires affectés, redéfinition qui exprime à la fois des changements mais aussi une certaine continuité institutionnelle.

2.3 Effet territorial des politiques publiques

Le territoire peut être alors défini comme la projection d'un ensemble cohérent d'institutions sur un espace géographique donné. Cette cohérence peut certes se construire autour de politiques publiques, elles deviennent notamment un moyen pour désigner *a priori* un territoire particulier. Elle peut également résulter d'une confrontation entre des logiques différentes de construction institutionnelle (industrielle, financière, associative, culturelle, etc.). Les politiques publiques, en remettant plus ou moins en cause une cohérence institutionnelle préexistante, tendent à redessiner des territoires dans un contexte institutionnel plus global. En fait, en se fondant sur les interactions institutionnelles et les cohérences qu'elles dégagent (ou non), le territoire devient la partie émergente de ces diverses articulations, favorisées ou bousculées par les politiques publiques (cf. fig.2). Il apparaît alors que l'impact des politiques publiques se révélera d'autant plus fort (i) que celles-ci s'appuient sur un tissu institutionnel local, (ii) qu'elles s'inscrivent dans un contexte institutionnel plus large, (iii) qu'elles recomposent un ensemble cohérent d'institutions, donc un territoire stable. Ces trois conditions déterminent la portée des politiques publiques, c'est à dire la pérennisation de leurs effets, au regard des objectifs affichés.

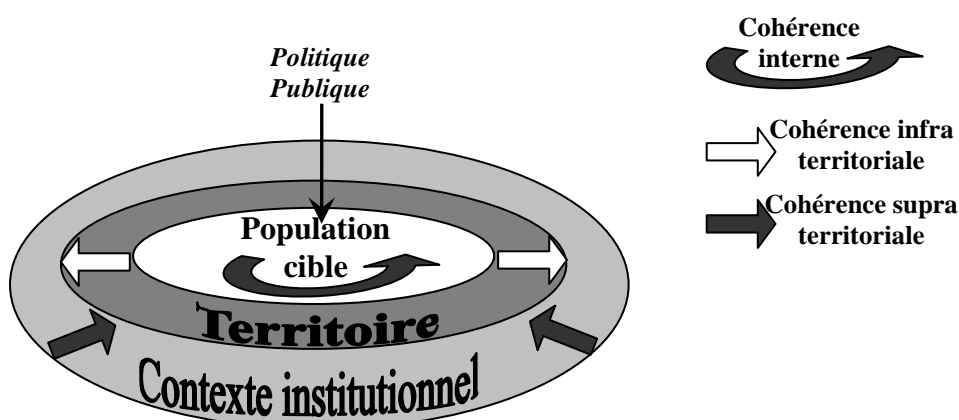


Fig.2. La reconstruction des territoires et les cohérences institutionnelles

Lorsque les trois points évoqués précédemment ne se trouvent pas simultanément vérifiés, les politiques publiques entrent en conflit avec au moins une des logiques institutionnelles. Il en résulte alors l'apparition d'une certaine incohérence institutionnelle qui peut remettre en cause la portée des politiques mises en œuvre. A titre d'exemple d'incohérences institutionnelles : politiques publiques de développement industriel local qui s'opposent à la logique financière globale d'investissement, ou des politiques publiques d'implantation d'activités qui se heurtent à la logique industrielle des groupes etc. Les formes hybrides se révèlent à partir de ces incohérences qui conduisent à pérenniser de nouvelles règles, de nouvelles normes, plus ou moins éloignées des objectifs initiaux. En poursuivant dans le même esprit, ces formes hybrides contribuent à la construction de nouveaux territoires qui tendent à s'imposer avec ou contre des constructions plus anciennes.

3 TRANSFERT DES POLITIQUES PUBLIQUES ET CHANGEMENT INSTITUTIONNEL

En visant un objectif particulier, les politiques publiques mobilisent un certain nombre de moyens que les décideurs tendent à emprunter à d'autres expériences. La transposition de ces modèles de référence dans un contexte différent, provoque alors des changements plus ou moins profonds. Les propos qui suivent décrivent donc l'impact territorial des politiques publiques ainsi que les phénomènes de bifurcations qu'elles induisent au niveau des institutions.

3.1 Le transfert de politique publique de développement territorial

Le transfert de politique publique relève d'abord d'un processus de mimétisme institutionnel (Westney, 1987 ; Mény, 1993 ; Jacoby, 2000 ; De Jong, Lalinis et Mamadouh, 2002). L'effectuation des politiques publiques se révèle alors porteuse d'échanges, de transformations et d'ajustements (Mény, 1993 ; Russeil, 2010), qui peuvent éventuellement contribuer à déformer ou détourner les modèles originaux de leurs propres objectifs. Un tel détournement s'opère souvent en fonction du contexte rencontré sur l'espace d'application, et des objectifs assignés à la politique. Nous nous attacherons dans ce paragraphe à préciser les politiques concernées dans chaque étude de cas et les caractéristiques des modèles à l'origine du transfert de politique publique.

3.1.1 L'appui aux agriculteurs familiaux au Brésil

Les politiques d'appui à l'agriculture familiale au Brésil, mises en place progressivement à partir du milieu des années 1990, s'inscrivent en cohérence avec la transition démocratico-libérale initiée dans les années 1970, et qui a culminé dans les années 1990 et 2000. Ces politiques différenciées - en cela qu'elles sont spécifiques du sous-secteur de l'agriculture familiale¹ - cherchent à répondre à de nouveaux objectifs de politique générale tout en intégrant des signaux émis par des institutions internationales en matière de gouvernance et de stratégie de développement. Les politiques de développement territorial spécifiques à l'agriculture familiale, qui seront l'objet de notre attention dans le cadre de cet article, ont par ailleurs été construites en lien avec des référentiels d'action et des modèles préexistants dans d'autres pays ou ensembles de pays.

En ce qui concerne l'évolution des objectifs politiques, la réduction de l'inégalité - que ce soit dans le domaine social ou territorial - a acquis une importance croissante au cours de la décennie 1990, se convertissant, dans les années 2000, sous les gouvernements Lula, en une priorité nationale. L'enjeu était concrètement d'organiser un rattrapage socio-territorial susceptible de réduire la pauvreté en milieu rural et de dynamiser les activités économiques des territoires les moins développés². Ces orientations stratégiques ont été fortement légitimées par diverses initiatives internationales convergentes. L'une d'entre elles est la priorité donnée par la banque mondiale à la réduction de la pauvreté à partir de la décennie 1990. Une autre est constituée par les recommandations de la Conférence des Nations-Unies sur le développement durable (Rio 92) en matière de prise en compte des paysanneries et de l'environnement dans les processus de développement rural.

Ces politiques d'appui à l'agriculture familiale ont mobilisé des référentiels d'action largement disséminés à l'époque au niveau international. Tel est le cas de celui ayant trait au développement local et territorial basé sur la reconnaissance de la capacité des acteurs locaux à définir des réponses adaptées aux enjeux de développement de leurs territoires. Il s'agit également des référentiels de la gouvernance territoriale divulgués par les institutions

¹ L'agriculture familiale est définie au Brésil par la loi 11.326 du 24 juillet 2006, modifiée par les lois 12.058 de 2009 et 12.512 de 2011. Ces lois précisent que les exploitations familiales sont celles (i) dont la surface exploitée n'excède pas quatre modules fiscaux (unité de surface définie au niveau municipal correspondant à la surface minimum de viabilité économique), où (ii) la main-d'œuvre est majoritairement d'origine familiale, laquelle (iii) gère directement l'exploitation et (iv) en tire un minimum de revenu.

² Ces deux points ont constitué un axe stratégique du plan pluriannuel 2003-2007.

internationales basés sur l'application du principe de subsidiarité, de décentralisation et de déconcentration de l'action publique.

En matière de développement territorial, les options retenues par l'Etat brésilien se sont appuyées sur des modèles largement utilisés dans d'autres contextes. Cela concerne en premier lieu des modèles mettant l'accent sur l'identité territoriale au regard de l'existence de spécificités culturelles locales identifiables, considérées comme des atouts en matière de développement socio-économique. Ce modèle a été largement utilisé en France, notamment, dans les projets de type « pays » faisant référence explicitement aux marqueurs identitaires historiques. Le second modèle auquel se réfère l'expérience brésilienne est celui des projets collectifs de développement territorial et notamment des projets de type LEADER mis en place dans le cadre de l'Union européenne. Ces projets, structurés par une série d'actions précises en matière de diagnostic territorial, de plans d'actions pluriannuelles, de demandes de financement public, de mise en place et de suivi des actions, d'évaluation, impliquaient la construction d'un dispositif institutionnel de gouvernance *ad hoc*.

3.1.2 Le soutien aux entreprises innovantes en France

Les politiques de soutien à l'innovation ont connu en France de profondes mutations durant les deux dernières décennies du XX^e siècle. D'un soutien étatique direct aux grands groupes industriels nationaux, les aides publiques à l'innovation glissèrent peu à peu vers les petites ou très petites entreprises. Ce mouvement a traduit une modification profonde dans l'identification des acteurs à l'origine de l'innovation, et notamment dans ce qu'il est convenu d'appeler des innovations radicales³ (qui deviennent un enjeu industriel de premier plan dès la fin du siècle dernier, notamment dans les techniques de l'information et de la communication ou dans les biotechnologies).

La dynamique, qui apparaît d'abord aux États-Unis, repose souvent sur des initiatives isolées, soutenue par un environnement (culturel, financier, juridique, économique) susceptible d'accompagner des projets très risqués. Ainsi, autour de grands centres universitaires aux États-Unis (Stanford ou MIT), un noyau de petites unités innovantes s'est constitué, attirant vers lui des opérateurs privés (financeurs, juristes, chercheurs, ingénieurs ou managers) s'impliquant progressivement dans le processus. Les synergies dégagées par une telle agglomération débouchèrent sur des innovations qui ont contribué à l'émergence de nouvelles industries, et à jeter les bases pour une croissance économique ; le mythe « Silicon-Valley » ou « Route 128 » était né. Les pouvoirs publics étasuniens (au niveau fédéral et des états) vont largement accompagner ce mouvement, et susciter la création de nouveaux centres dédiés à l'innovation ; cela, en posant une relation de causalité entre proximité et synergie industrielle (en terme d'innovation). La construction des clusters est ainsi devenue un enjeu des politiques industrielles menées par les pouvoirs publics et ce phénomène a eu une répercussion mondiale.

En France, depuis le début des années 1980, les technopoles, génopôles et autres pôles de compétitivité ont prolongé cette dynamique afin, notamment, de réorienter les fonds publics vers les petites entreprises innovantes. Ces politiques publiques dirigées vers le soutien à des projets innovants localisés, avaient pour objectif de dynamiser des espaces potentiellement porteurs d'innovations ou de créer les conditions d'implantation de firmes innovantes. Les pôles de compétitivité prolongent alors cette dynamique, en sélectionnant des zones qualifiées d'excellence (pour leurs renommées universitaire, leur histoire industrielle...), afin de mobiliser les synergies nécessaires pour le développement d'activités innovantes.

³ C. Freeman (1991) distingue deux grands types d'innovation : les innovations incrémentales et les innovations radicales. Ces dernières provoquent dans l'économie un changement structurel profond, d'ordre technique, organisationnel et

Ainsi, les politiques publiques d'innovation, en s'orientant vers le soutien aux petites entreprises, prennent nécessairement en considération les effets de proximité et notamment les synergies que semblent contenir les clusters aux États-Unis. Le soutien apporté à ces petites unités passe donc impérativement par un regroupement de ces dernières en un lieu déterminé, qui englobe (si possible) des organismes universitaires ou de recherche, afin de permettre la valorisation industrielle des connaissances qu'ils génèrent (à l'image des « clusters » étasuniens évoqués précédemment). En suscitant ces rapprochements, d'abord entre petites entreprises, puis entre petites entreprises et centres publics de recherche, et enfin, entre petites entreprises et groupes industriels, les pouvoirs politiques créent un ensemble dont la cohérence dépendra des interactions qui se dessinent entre tous ces acteurs.

La mise en place de ces pôles d'activité, s'accompagne d'un point de vue administratif d'une indispensable décentralisation, afin d'accompagner au plus près la dynamique de ces entreprises innovantes. Cette décentralisation participe pleinement à la construction d'une nouvelle cohérence institutionnelle, et donc à l'émergence de nouveaux territoires. Elle s'inscrit également dans un contexte politique plus large (européen en l'occurrence) et participe d'un mouvement plus global (mondial) qui touche à la concurrence internationale et de mouvement des capitaux.

La construction de ces nouveaux territoires s'appuie donc sur des politiques publiques qui, dans leur mise en œuvre, s'inspirent de constructions idéalisées (clusters nord-américains), en s'appuyant sur des institutions existantes (administrations publiques, centres de recherche, industries...), et en s'articulant sur un contexte institutionnel plus large (organisation mondiale des échanges, des mouvements de capitaux, des normes et réglementations...).

Les politiques de développement territorial au Brésil et d'innovation industrielle en France ont pour trait commun de s'inspirer de faits exogènes idéalisés, provenant du référentiel international ou étranger. L'une comme l'autre, s'inscrivent dans des enjeux nationaux - réduction de la pauvreté et de l'inégalité socio-économique dans le cas du Brésil ; amélioration de la compétitivité des entreprises industrielles dans celui de la France – tout en inscrivant leurs actions au niveau territorial.

3.2 L'émergence des politiques de développement territorial. Les trajectoires institutionnelles, de la stabilité à la bifurcation

En essayant d'introduire un modèle qui se révèle performant dans un contexte donné, les politiques publiques se confrontent à un existant institutionnel. Cet existant se situe lui-même sur une trajectoire, inscrite dans une histoire plus ou moins longue, qui a permis d'établir et de renforcer les institutions existantes, créant ainsi des phénomènes de dépendances de sentier (Pierson, 2000). On sait que ces dépendances sont liées à un état de permanence structurelle assurée par des institutions stables, mais qui peuvent néanmoins être remises en cause par une crise suivie d'une bifurcation dans les choix de politiques publiques, bifurcation qui devra être consolidée par une nouvelle production institutionnelle (Mahoney, 2001 ; Mahoney and Thelen, 2010). Ce processus s'inscrit nettement dans une problématique générale de changement institutionnel (North, 1990). Ces politiques publiques induisent donc des facteurs de perturbation dans les trajectoires institutionnelles, et constituent souvent des points de départ de nouvelles configurations. Mais ces changements institutionnels peuvent s'opérer de différentes manières : destruction, substitution ou hybridation des institutions en présence.

3.2.1 Les trajectoires d'évolution des politiques agricoles au Brésil et la bifurcation de la dualisation des politiques

Dans le domaine agricole, les choix de politiques publiques sont fortement contraints par les dépendances de sentier créées par des institutions anciennes, dont certaines s'ancrent dans l'histoire profonde de la construction nationale. Parmi ces institutions, un certain nombre concerne l'agriculture latifundiste et ses avatars modernisés, relevant de l'agriculture

patronale et de l'agriculture entrepreneuriale de grande dimension, ainsi que de leurs liens privilégiés avec le pouvoir politique. Ces agricultures se sont dotées au cours du temps d'instruments institutionnels performants, que se soit dans le domaine syndical (formations puissantes et respectées du pouvoir public), législatif (groupe de pression redouté), gouvernemental (capacité de faire désigner le ministre de l'agriculture parmi les rangs de leur syndicat dominant), économique (organisations de marché efficaces), prolongée par des alliances dans le domaine juridique. En contraste avec cette architecture institutionnelle ancienne, l'agriculture familiale, considérée longtemps comme une forme d'agriculture résiduelle, ne s'est véritablement structurée qu'au cours des dernières décennies, d'abord par des mouvements de résistance sous les gouvernements militaires (années 1960 et 1970), puis de revendication à l'accès aux aides de l'Etat à partir des années 1980.

Cette fragmentation - entre une agriculture latifundiaire bénéficiant d'une forte légitimité auprès des pouvoirs publics et d'une agriculture familiale historiquement marginalisée - a orienté la construction, dans les années 1990, de politiques de rattrapage socio-territorial en milieu rural, en rendant pratiquement inéluctable le choix d'une dualisation des politiques agricoles. Un ministère a été créé, en 2000, pour gérer l'appui spécifiquement destiné à l'agriculture familiale récemment reconnue⁴. La création de ce ministère - le Ministère du Développement Agricole (MDA) - a permis d'éviter de remettre en cause le mandat du ministère de l'agriculture, qui se trouvait historiquement orienté vers l'appui quasi exclusif au secteur patronal et entrepreneurial. Le MDA a progressivement élaboré un ensemble de politiques publiques diversifiées d'appui aux agriculteurs familiaux, de nature sectorielle (crédit, conseil technique, assurance, diversification des activités, etc.) ou territoriale.

En ce qui concerne les politiques de développement territorial, deux programmes voient le jour successivement : le programme de développement territorial rural durable (PRONAT), créé en 2003 et le Programme Territoires de la Citoyenneté (PTC), créé en 2008. La particularité de ces deux programmes est d'avoir réservé le processus du développement territorial aux seuls acteurs de l'agriculture familiale en écartant volontairement les acteurs patronaux et entrepreneuriaux relevant du secteur agricole ou d'autres secteurs économiques. Cette posture procède d'une réinterprétation des modèles d'origine au regard du contexte national et résulte d'un processus d'endogénéisation des référentiels exogènes au pays en matière de politiques de développement territorial. Cette nouvelle forme a été identifiée au niveau international et s'est convertie en un modèle particulier en matière de développement territorial rural et, à ce titre, objet d'observation, de suivi et de transfert.

3.2.2 Les modèles de référence et la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'innovation industrielle en France

Les politiques publiques d'innovation en France sont mises en place dans un contexte dominé par la construction colbertiste de l'intervention de l'Etat, prolongée plus récemment par les programmes gaulliens des années 1960. Les grands projets d'innovation s'appuient donc sur des instituts de la recherche publique et des entreprises nationales (contrôlées par l'Etat ou des groupes « nationaux »).

La présence marquée des pouvoirs publics se traduit par la construction politique d'une « cohérence institutionnelle » qui touche à la fois la recherche, l'industrie et les marchés, ainsi que les transferts de connaissances et de compétences. Cette cohérence s'exprime notamment par des résultats spectaculaires dans des domaines tels que l'aéronautique, le nucléaire, l'armement, le transport ou la chimie. Quelques échecs ont également ponctué la

⁴ Il convient de souligner que le terme même d' « agriculture familiale » n'est apparu dans les discours politique, administratif et même militant qu'au début des années 1990. Les termes précédents pour désigner cette forme d'agriculture étaient : paysannerie ou encore « petite et moyenne agriculture ». C'est la mise en place, en 1995, du Programme National de Renforcement de l'Agriculture Familiale (PRONAF) sous la pression des syndicats agricoles et de leurs alliés universitaires qui a donné un sens à la notion d'agriculture familiale. Ce programme a contribué à créer la catégorie sociopolitique des agriculteurs familiaux et induit sa participation dans le jeu politique (Bonnal, en cours de publication).

mise en œuvre de ces grands programmes, tels que le plan informatique (1985) ou le programme bio-avenir (1991) pour la biopharmacie.

Ces deux dernières interventions publiques se révèlent très instructives, dans la mesure où elles touchent à des domaines particulièrement innovants pour l'époque (informatique et biopharmacie), qui nécessitent à la fois un apprentissage très rapide et une faculté d'adaptation organisationnelle très élevée. Les groupes « nationaux » visés par ces deux derniers programmes se positionnent sur des secteurs d'activité déjà très dynamiques aux États-Unis, dans lesquels les petites entreprises innovantes jouent un rôle moteur. Ainsi, lorsque les priorités publiques prennent appui sur ces grands groupes nationaux (Thomson et Rhône-Poulenc à l'époque), les pouvoirs publics étasuniens développent en amont les conditions de financement par les marchés des petites entreprises. Face à une politique française de grands programmes nationaux, les États-Unis dans les années 1980 se dotent d'un tissu d'opérateurs financiers et de marchés susceptibles de soutenir le développement de petites entreprises innovantes. Ces dernières se localisent souvent dans des espaces géographiques bien identifiables, autour de grandes universités (clusters). Il apparaît ainsi deux modèles concurrents pour développer des innovations dans chacun des pays, et dans des domaines très proches (informatique et biotechnologie) : inciter les opérateurs financiers à soutenir les petites entreprises innovantes, ou favoriser les transferts de connaissances entre des laboratoires publics et des grands groupes nationaux.

Le milieu des années 1990 marque la prise de conscience par les décideurs politiques des limites contenues dans ces grands programmes nationaux, et de la nécessité industrielle de bouleverser les modalités d'intervention des pouvoirs publics. La question du soutien aux petites entreprises innovantes devient alors prioritaire, au regard notamment des dynamiques d'innovation observables dans ces unités de taille modeste. Le rapport Guillaume (1998), puis la loi sur l'innovation (12 juillet 1999), suivi de la création d'OSEO⁵ (2005) constituent des événements qui marquent ces changements dans la conception des politiques publiques de soutien à l'innovation. La réorientation des politiques publiques en matière de soutien aux entreprises innovantes s'accompagne d'une décentralisation des décisions au profit des prérogatives locales, mais aussi supranationales (Union Européenne).

La coordination multi scalaire de ces politiques publiques (locales, nationales et européennes) tend localement à remodeler les institutions et les interactions qu'elles entretiennent avec celles des niveaux englobants.

Ainsi, dans les deux cas, Brésil et France, les politiques mises en œuvre sont construites en procédant à un processus d'endogénéisation et d'adaptation des référentiels exogènes sous l'influence des dépendances de sentier institutionnel ancrés dans l'histoire nationale. Il en est ainsi de la ségrégation historique entre les agriculteurs latifundistes et familiaux et la marginalisation sociopolitique tout aussi historique de l'agriculture familiale dans le cas du Brésil et du rôle historiquement central de l'Etat dans les processus de pilotage de l'économie et de la société en France et de ses prolongements dans le domaine de l'innovation industrielle. Dans les deux cas, ces dépendances de sentier institutionnel impriment des ajustements dans la définition des politiques publiques eu égard aux modèles originaux : dualisation de la politique agricole au Brésil, ajustement du rôle de l'Etat dans la politique d'innovation en France.

⁵ OSEO succède ainsi à l'ANVAR en adoptant une organisation fortement décentralisée vers les régions et donc mieux adaptée pour soutenir les petites entreprises. L'activité d'OSEO s'effectue généralement en collaboration étroite avec les politiques locale d'aide à l'innovation.

4 DE LA RECONSTRUCTION DES TERRITOIRES : LES RECOMPOSITIONS INSTITUTIONNELLES EN JEU

Le territoire, en tant qu'entité socialement construite, est configuré par l'expression des institutions qu'il renferme et celles qui, plus largement, le conditionnent. Le processus de (re)territorialisation se présente comme un prolongement des changements institutionnels induits par les politiques publiques. Dans cette perspective, deux éléments spécifiques interviennent dans la configuration des dynamiques territoriales : les acteurs et les institutions locales. En ce qui concerne les acteurs, leur importance est liée à la nature et à la force des interrelations qu'ils développent localement ainsi qu'à celles des connexions qu'ils entretiennent avec des acteurs situés aux niveaux supra territoriaux. Ces divers niveaux relationnels amènent ces acteurs locaux (médiateurs, traducteurs, passeurs) à induire des dynamiques locales en termes de gestion des conflits de pouvoir, et à se coordonner avec les acteurs institutionnels dans un contexte plus large (supraterritorial). Ces acteurs particuliers se révèlent d'une grande importance dans la traduction déformante des référentiels d'action⁶. La seconde touche au rôle primordial des institutions locales qui structurent les rapports sociaux et l'exercice du pouvoir local. De ce point de vue, la mise en œuvre de politiques publiques localisées représente un facteur de perturbation dont les effets peuvent apparaître en première analyse comme relativement imprévisibles.

4.1 L'émergence des formes hybrides au niveau des territoires

Le processus d'hybridation au niveau de la construction de la politique nationale de développement territorial rural, présenté précédemment, trouve donc de nouveaux prolongements au niveau de la recomposition des territoires. L'application locale des décisions politiques a engendré dans tous les cas un processus de réinterprétation des normes nationales, en y intégrant notamment la nature et les spécificités des institutions en place.

Les deux exemples contrastés présentés précédemment (soutien à l'agriculture familiale au Brésil et soutien aux petites entreprises innovantes en France) illustrent parfaitement ce phénomène :

4.1.1 Brésil

Dans le cas du Brésil, deux cas originaux expriment clairement ce processus de recomposition des territoires. Ainsi, le territoire de développement rural durable de la Borborema, situé dans l'État de la Paraíba (PB), a été défini par les administrateurs publics dans un espace marqué par l'ancienneté des luttes paysannes et l'existence de deux fortes dynamiques sociales territorialisées. La première est le pôle syndical des travailleurs de l'agriculture. Ce pôle syndical, regroupant une douzaine de *municípios*⁷, est constitué des syndicats municipaux dont les membres sont des agriculteurs familiaux de polyculture-élevage, généralement propriétaires de longue date, dont la mobilisation est structurée par le rejet du référentiel technique intensif divulgué par les services de conseil agricole et la revendication de sa substitution par celui de l'agroécologie. La seconde dynamique socio-territoriale est celui du forum des associations des bénéficiaires de la réforme agraire. Les membres de ce forum sont les anciens salariés d'une sucrerie désormais en faillite et qui ont obtenu des allocations de terre après une période de lutte foncière. Le territoire structuré par le forum est disjoint de celui du pôle syndical tout en étant de moindre dimension. L'attribution de parcelles agricoles a transformé les anciens travailleurs de la sucrerie en de nouveaux exploitants agricoles qui, pour beaucoup, découvriraient le métier d'agriculteur. Le territoire défini par le programme national, en intégrant partie du territoire du pôle syndical et

⁶ Ce qui renvoie à la sociologie de la traduction (Callon, 1984 ; Akrich, Callon et Latour, 2006).

⁷ Le *município* serait l'équivalent de la commune française si ce n'étaient une taille généralement beaucoup plus importante et une fonction définie par le régime fédéral (existence des trois pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire).

la totalité de celui du forum a constitué de fait un processus de destruction / intégration de dynamiques territoriales antérieures. En effet, cette recomposition a « cassé » l'intégrité territoriale du pôle syndical tout en provoquant un rapprochement entre les problématiques des agriculteurs / propriétaires familiaux et des ex-paysans sans terre. Cette dynamique territoriale substitutive n'a été néanmoins possible que grâce, d'une part, à l'adhésion, bien que réservée, des leaders des deux territoires qui ont transféré partie de leurs référentiels d'action dans le nouveau territoire, et, d'autre part, aux acteurs nationaux qui ont accepté que ce nouveau territoire de développement soit construit sur la base du référentiel proposé par les leaders territoriaux. Le rapprochement validé par les acteurs territoriaux a donné lieu à une plus forte sensibilité des propriétaires familiaux aux questions foncières et à l'adoption du référentiel de l'agroécologie par les bénéficiaires de la réforme agraire, concrétisant ainsi le processus d'hybridation des référentiels d'action.

La situation du territoire du nord-ouest colonial, situé dans l'Etat du Rio Grande do Sul (RS) est tout autre. Dans ce cas, le programme public a réuni deux territoires qui avaient déjà conformé une entité territoriale de développement mais dont les spécificités et l'histoire institutionnelle avaient justifié la séparation. Le processus de réunion imposé par le programme national s'est appuyé sur des acteurs marginalisés durant la séparation antérieure - en raison du rejet des leaders socialement reconnus de valider le nouveau territoire - ce qui a contribué, en l'absence de référentiel d'action partagé entre les acteurs territoriaux, à l'exacerbation des tensions entre les deux collectifs territoriaux et, *in fine*, à l'échec du projet territorial.

4.1.2 France

La localisation d'activités industrielles dans un espace géographique déterminé, afin de mettre en œuvre des synergies de proximité, atteindre une taille critique au niveau mondial, et promouvoir efficacement des innovations, représente une nouvelle orientation pour les politiques industrielles⁸. La nouveauté dans le contexte français s'exprime d'une part par le soutien politique de plus en plus appuyé aux petites entreprises sensées porter des projets innovants et, d'autre part, par le principe d'une localisation géographique d'activités proches ou complémentaires. Les grands bassins industriels configurés durant les 30 glorieuses, avec l'appui des pouvoirs publics centraux, cèdent la place aux pôles de compétitivité auxquels participent des acteurs divers, dans un contexte politique décentralisé (au niveau notamment des régions qui portent et financent un certain nombre de projets). Conçus selon les principes des clusters aux États-unis, les pôles de compétitivité impliquent des institutions et des acteurs dont le rapprochement ne semble pas évident dans le contexte français. Trois éclairages particuliers illustrent les difficultés rencontrées dans la construction des pôles de compétitivité, en prenant en considération les dépendances de sentier propres aux institutions concernées, et auxquelles se heurtent les politiques publiques.

Le premier éclairage concerne le processus d'innovation sur lequel se positionnent souvent les pôles de compétitivité. La construction d'un pôle repose sur le transfert de compétences, de connaissances, plus généralement d'informations, entre divers acteurs de la recherche publique, de l'industrie et de la finance. Les pôles se chargent ainsi de permettre un rapprochement entre ces diverses logiques institutionnelles – recherche publique, investisseurs et production industrielle - en se substituant notamment aux politiques nationales des grands projets énoncés précédemment. Il s'agit donc de rendre plus perméable la frontière entre milieux académiques et industriels qui d'un point de vue historique, se révèle relativement étanche en France.

Le second éclairage porte sur l'émergence de nouvelles industries, dans des activités à fort potentiel de croissance qui nécessite un soutien financier et managérial important ; les pôles de compétitivité sont sensés orienter des fonds d'investissement vers des opérations

⁸ Elles s'inspirent largement à la fois des expériences nord-américaines, mais également des nombreuses publications académiques autour des districts industriels, des synergies de proximité, etc.

industrielles très risquées. Cela conduit les pôles de compétitivité à transgresser les circuits traditionnels du financement industriel en France, supportés principalement par les banques, pour initier d'autres relations qui privilégient les investisseurs par le biais des marchés financiers.

Le troisième éclairage concerne la non-coïncidence entre la délimitation des pôles de compétitivité et les frontières politico-administratives des espaces concernés, impliquant de repenser les constructions territoriales. Ces constructions dictées historiquement par les contraintes de la gestion publique (communes, département, région), ne correspondent plus à des missions strictement économiques des interventions publiques. Les conflits actuels entre les divers niveaux territoriaux concernant leur implication dans le développement local, représentent certainement un témoignage de cette inadaptation politique (source certainement de gaspillage). Dans ce troisième éclairage, la redéfinition des territoires par les politiques publiques de soutien à l'innovation implique donc d'abandonner leur conception strictement administrative (dans le sens politique du terme), pour en privilégier de nouvelles, mieux adaptées à une articulation efficace entre politique publique et développement industriel.

Ces trois éclairages (loin d'être exhaustifs dans ce contexte) mettent en évidence l'importance des reconstructions institutionnelles qui s'animent à partir de la mise en œuvre progressive des politiques publiques appliquées aux pôles de compétitivité. Les institutions politiques, académiques, industrielles, financières se voient activées pour développer de nouveaux liens, entre elles comme entre les acteurs ou les groupes d'acteurs qu'elles intègrent. Ces recompositions s'opèrent en conjuguant deux champs de force contradictoires : les objectifs des politiques publiques appliquées aux pôles de compétitivité et les dynamiques locales qu'elles peuvent générer d'une part, et les sentiers de dépendance, les routines institutionnelles qui freinent la réalisation de ces objectifs, d'autre part. L'activité des pôles de compétitivité relève alors d'un processus d'hybridation puisqu'elle ne peut être assimilée à la conception idéalisée des clusters (contenue dans les objectifs politiques), mais ne s'ancrent plus tout à fait dans la tradition industrielle de l'innovation en France.

Concernant le thème de l'hybridation institutionnelle, nous retiendrons deux enseignements du rapprochement des cas Brésil et France. Le premier est que la nature et les modalités de l'hybridation institutionnelle dépendent largement des spécificités institutionnelles des territoires. Elle peut être intense ou inexistante (cas des exemples brésiliens) en fonction des dépendances de sentier au niveau territorial ; elle peut également conduire à une modification profonde des logiques d'action et du rôle des pouvoirs publics (cas de l'exemple français). Le second est le rôle important de la décentralisation dans le processus d'hybridation institutionnelle. Dans le cas de la politique de développement territorial au Brésil, il n'y a pas de dispositif de décentralisation. Le corpus normatif est défini par l'Etat, les acteurs territoriaux ne peuvent que l'appliquer, en adaptant plus ou moins les institutions territoriales existantes, soit le rejeter. Dans le cas français, la politique s'appuie sur un dispositif décentralisé ce qui permet une co-construction entre les acteurs publics et privés et l'ajustement, au niveau territorial, du corpus normatif. Ainsi, si dans les deux cas, l'hybridation institutionnelle apparaît être un processus central dans la territorialisation de la politique publique, la nature et la spécificité de celle-ci semble relativement dépendante du degré de liberté des acteurs territoriaux dans l'adaptation du corpus normatif.

4.2 La reconstruction des territoires

La (re)construction des territoires à partir des politiques publiques passe par une stabilisation des cadres institutionnels qui sous-tendent leur définition.

4.2.1 La stabilisation des cadres institutionnels et des représentations des territoires de développement rural au Brésil

Dans le cas des politiques brésiliennes de développement territorial rural, la question de la stabilisation institutionnelle doit être analysée aux niveaux fédéral et territorial.

Au niveau fédéral, la question de la stabilisation institutionnelle concerne celle de la pérennité de la politique publique et du financement des projets collectifs territoriaux. Cette question relève des choix et des pondérations entre les lignes budgétaires de l'État mais aussi des arbitrages entre des ministères dotés d'un inégal pouvoir de négociation. Mais elle renvoie également à la formalisation juridique de la politique et aux difficultés engendrées par sa remise en cause. Force est de constater que sur ces deux plans, le dispositif de développement territorial montre des fragilités. Sur le premier point, la faiblesse du Ministère du Développement Territorial est patente, notamment au regard du Ministère de l'Agriculture (MAPA), comme en témoigne la modestie du budget alloué au MDA et la vulnérabilité de sa bureaucratie composée exclusivement de contractuels de l'Etat. De fait, le MDA occupe une place périphérique dans la structure ministérielle du gouvernement. Sur le second point, le cadre juridique des politiques de développement territorial est composé de lois ordinaires et d'instructions ministérielles facilement révocables. Le territoire n'est pas identifié comme un niveau de gouvernance inscrit dans la constitution et, à ce titre ; il peut être facilement remis en cause.

Au niveau des territoires la stabilisation institutionnelle est totalement dépendante de la réalité et de la force du processus d'hybridation entre les institutions préexistantes au programme. Dans le cas du territoire de la Borborema, les institutions territoriales créées par le programme se sont inscrites dans le prolongement des institutions préexistantes au niveau du pôle syndical et du forum des bénéficiaires de la réforme agraire, constituant ainsi une validation et un renforcement de ces institutions et donc un gage de pérennité. Dans le cas du territoire nord-ouest colonial, cette stabilisation n'a pu avoir lieu en raison de l'échec du programme rendant vaine toute réflexion en termes de pérennisation.

4.2.2 La stabilisation des cadres institutionnels et des représentations des territoires de développement des pôles de compétitivité en France.

Dans le cas des pôles de compétitivité en France, la stabilisation institutionnelle s'opère par un ensemble de mesures prises dans le fonctionnement des institutions, qu'elles soient territoriales, nationales ou internationales. Cela implique notamment une articulation originale entre ces diverses institutions ce qui leur confère une certaine pérennisation. Ainsi, le soutien apporté aux petites entreprises passe notamment par un apport de fonds qui accompagne leur croissance, et par un soutien technique et managérial leur permettant de franchir certains obstacles dans leur développement. Dans le modèle nord-américain de référence, cet appui (financier et managérial) provient essentiellement des *business angels* puis du *venture capital*. La pénurie de ces opérateurs en France conduit les pouvoirs publics à les inciter à s'intéresser à ces jeunes firmes, ou même à se substituer à eux en prenant directement en charge leur accompagnement (formation, conseil et même financement). Même si l'intervention publique directe, telle qu'elle se développe au niveau régional ou national, s'éloigne du modèle idéal, les pôles tendent à générer une certaine activité industrielle, même s'il semble encore tôt pour tirer un bilan définitif de ces opérations.

La généralisation des pôles dans l'Union Européenne renforce les interventions politiques au niveau territorial. Ces pôles pourraient constituer (en cas de succès plus ou moins établi) un nouveau modèle de développement industriel (ce qui n'est pas encore le cas). Les dynamiques industrielles locales (portées par les petites entreprises), les interventions publiques (aux différents niveaux), les incitations pour conduire de grands groupes industriels comme des établissements bancaires, à s'insérer dans cette construction, ou le regroupement de laboratoires publics autour de ces activités participent à la mise en cohérence des institutions impliquées. La cohérence institutionnelle permet ainsi l'émergence de nouveaux territoires dont la réalité transcende les conceptions politico-administratives, industrielles, financières ou scientifiques. Il en est ainsi du pôle Aerospace Valley (aéronautique, espace et systèmes embarqués) entre Garonne et Pyrénées, le pôle Eurobiomed sur l'axe Montpellier-Marseille, ou les synergies développées entre deux pôles mondiaux : Lyon Biopole (Lyon) pour les sciences de la vie, et Minalogic (Grenoble) pour les nanotechnologies.

Le rapprochement des deux cas (Brésil et France) permet de préciser certains facteurs conditionnant la stabilisation et la cohérence institutionnelle des territoires influençant directement leur durabilité. Dans le cas du Brésil, l'absence de dispositif décentralisé et la fragilité des institutions nationales qui régissent la politique apparaissent comme des contraintes fragilisant la poursuite du programme. Mais cette fragilité est partiellement déconnectée des dynamiques institutionnelles territoriales qui peuvent ou non survivre au programme national en fonction de la stabilité des institutions résultant du processus d'hybridation. Dans le cas de la France, un processus de consolidation des institutions territoriales est en marche dont un des principaux facteurs est l'induction de nouvelles institutions dans des domaines clés (formation, conseil, financement, etc.).

5 CONCLUSION

Ce travail, qui se propose d'analyser la nature des politiques de transfert de politiques publiques de développement territorial et d'explorer les ajustements institutionnels en jeu, se fonde sur la conception que le territoire, en tant que construit social, intègre dans son fonctionnement des institutions qui peuvent résister ou adhérer à l'incitation des politiques publiques. Le succès ou l'échec de politique de développement territorial apparaissent, de fait, largement dépendants des dynamiques institutionnelles territoriales qui peuvent constituer des instruments de résistance ou, au contraire, d'adaptation en organisant la mise en pratique des politiques publiques.

La recherche met en évidence l'effectivité, mais aussi la diversité, des processus d'hybridation institutionnelle au niveau des territoires, processus, par ailleurs, largement conformés par le niveau de cohérence entre le corpus normatif de la politique et les institutions territoriales ainsi que par la cohérence de ces dernières avec les institutions des niveaux supra-territoriaux.

Le rôle des hommes et des acteurs est souligné, bien que peu exploré dans l'étude de cas France, dans la construction du processus d'hybridation institutionnelle et plus précisément dans le processus de traduction déformante des normes de la politique publique et la construction de normes territoriales opérationnelles. De ce fait, la construction d'une dynamique de développement territorial relève d'un processus contingent dont les effets sont, par définition, marqué du sceau de l'imprévisibilité.

La décentralisation et la mise en place d'un processus de co-construction entre l'Etat et les acteurs privés et associatifs constituent un puissant facteur de stimulation du processus d'hybridation institutionnel et de pérennité du dispositif territorial.

Dernier élément conclusif, le processus d'hybridation contribue à modifier les représentations du territoire qui apparaît dès lors comme une construction sociale en devenir permanent.

6 BIBLIOGRAPHIE

- Alkrich, M., M. Callon, et al., 2006, *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs*. Paris, Les Presses de Mines Paris.
- Amable B., 2003, *The diversity of Modern Capitalism*, Oxford: Oxford University Press.
- André C., 2002, "Etat Providence et compromis institutionnalisé. Des origines à la crise contemporaine" : 144-152, in : Boyer R., Saillard Y. (2002) *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*, Paris : La Découverte.
- Boyer R., 2003, "Les analyses historiques comparatives du changement institutionnel :quels enseignements pour la théorie de la régulation ?" , *Année de la régulation*, n°7 : 168-204.
- Callon, M., 1984, "Eléments pour une sociologie de la traduction." *L'année sociologique* n° spécial"La sociologie des sciences et des techniques, 36: pp. 169-207.

- De Jong, M., K. Lalenis, et al., 2002, The Theory and Practice of Institutional Transplantation : Experiences with the Transfert of Policy Institutions. Dordrecht, Kluwer Academic Publishers.
- Dolowitz, D. P., 2000, Policy Transfert and British Social Policy. Learning from the USA ? Buckingham, Open University Press.
- Guillaume H., 1998, Rapport de mission sur la technologie et l'innovation, Ministère de l'Économie et des Finances, mars
- Freeman C., 1991, The Nature of Innovation and the Evolution of the Productive System. in Technology and productivity. Paris: OECD, pp. 303- 14.
- Jacoby, W., 2000, Imitation and Poliitics. Redesigning Modern Germany. Ithaca (N.Y.), Cornell University Press.
- Knight J., 1992, *Institutions and Social Conflict*. New-York: Cambridge University Press.
- Mahoney, J., 2001, Path Dependence Explanations of Regime Change: Central America in Comparative Perspective. Studies in Comparative International Development, Vol. 36, No. 1, pp. 111–141.
- Mahoney, J., Thelen, K., 2010, Explaining Institutional Change: Ambiguity, Agency and Power. New-York: Cambridge University Press.
- Mény, Y., Ed., 1993, Les politiques du mimétisme institutionnel. La greffe et le rejet. Paris, L'Harmattan.
- North, D., 1990, Institutions, Institutional Change and Economic Performance. Cambridge: Cambridge University Press.
- Pierson, P., 2004, Politics in Time: History, Institutions and social Analysis. Princeton: Princeton University Press. 2004.
- Pierson, P., 2000, Increasing Returns, Path Dependence and the Study of Politics. American Political Science Review. 94 (2), pp. 251-268.
- Russeil, S., 2010, Transfert de politiques publiques. Dictionnaire des politiques publiques. L. Boussaguet, S. Jacquot and P. Ravinet. Paris, Les Presses de SciencesPo: pp. 640-650.
- Simmel G., 1912, *Le conflit*, Paris : Circé/Poche (édition 1995).
- Westney, D. E., 1987, Imitation and Innovation. The Transfert of Western Organizationnal Patterns in Meiji Japan. Cambridge (Mass.), Havard University Press.